

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par partie intéressée, toute personne ou organisation représentative des travailleurs mise en cause dans le cadre de la procédure.

§ 3. Le Roi peut déterminer dans quel délai les actions visées au § 1^{er} doivent être introduites. Il peut également déterminer s'il peut être interjeté appel ou opposition et dans quel délai, et dans quel délai les juridictions du travail rendent leur décision. » .

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents Parlementaires. - Projet de loi, n° 1857/1. - Rapport, n° 1857/2.

Annales de la Chambre. - Discussion et adoption. Séances des 27 et 28 janvier 1999.

Sénat.

Documents Parlementaires. - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1248/1. - Rapport, n° 1-1248/2.

Annales du Sénat. - Discussion et adoption. Séances des 10 et 11 février 1999.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder betrokken partij worden verstaan, elke persoon of representatieve werknemersorganisatie die in het kader van de procedure in het geding wordt betrokken.

§ 3. De Koning kan bepalen binnen welke termijn de in § 1 bedoelde vorderingen moeten worden ingesteld. Hij kan eveneens bepalen of er hoger beroep of verzet kan worden aangetekend en binnen welke termijn, en binnen welke termijn de arbeidsgerechten uitspraak doen. » .

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone Zitting 1998-1999:*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. - Wetsontwerp, nr. 1857/1. - Verslag, nr. 1857/2.

Handelingen van de Kamer. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 januari 1999.

Senaat.

Parlementaire Stukken. - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1248/1. - Verslag, nr. 1-1248/2.

Handelingen van de Senaat. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 10 en 11 februari 1999.

F. 99 — 772

[S - C - 99/12138]

5 MARS 1999. — Loi relative aux élections sociales

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Report des élections sociales de l'année 1999 à l'année 2000*

Art. 2. La durée des mandats des délégués du personnel et des délégués de l'employeur au sein des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail, qui ont été institués ou renouvelés à la suite des élections sociales précédentes de 1995, est prolongée jusqu'à la date de l'installation des nouveaux membres des conseils et des comités à la suite des prochaines élections sociales.

Le Roi fixe la date des prochaines élections des délégués du personnel. Ces élections doivent avoir lieu au cours de l'année 2000.

N. 99 — 772

[S - C - 99/12138]

5 MAART 1999. — Wet met betrekking tot de sociale verkiezingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Uitstel van de sociale verkiezingen van het jaar 1999 tot het jaar 2000*

Art. 2. De duur van de mandaten van de personeelsafgevaardigden en van de werkgeversafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor preventie en bescherming op het werk, die opgericht of vernieuwd werden na de vorige sociale verkiezingen van 1995, wordt verlengd tot de datum van de installatie van de nieuwe leden van de raden en de comités naar aanleiding van de eerstkomende sociale verkiezingen.

De Koning bepaalt de datum van de eerstkomende verkiezingen van de personeelsafgevaardigden. Die verkiezingen dienen plaats te hebben tijdens het jaar 2000.

La période de protection dont bénéficient les délégués du personnel visés à l'alinéa 1^{er} en vertu de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel, est prolongée d'une durée égale à celle de la prolongation des mandats.

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 21, § 4, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, lorsque le nombre de délégués du personnel au sein d'un conseil d'entreprise est descendu en deçà de la moitié du nombre de délégués du personnel que connaissait cet organe lors de son installation et qu'en outre la délégation du personnel ne compte plus de délégués présentés par une organisation interprofessionnelle de travailleurs alors que des candidats présentés par cette organisation avaient été élus lors des dernières élections, il peut être pourvu au remplacement du dernier délégué du personnel présenté par cette organisation, en dérogeant aux règles fixées par l'article 21 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. L'organisation interprofessionnelle peut désigner un remplaçant parmi les membres effectifs ou suppléants du comité pour la prévention et la protection au travail. En l'absence de comité ou si le comité ne compte plus de membres effectifs ou suppléants présentés par cette organisation, celle-ci peut désigner un membre de la délégation syndicale ou un candidat-délégué du personnel non élu présente par l'organisation interprofessionnelle. Pour l'application du présent paragraphe, la présentation d'un candidat par une organisation affiliée ou faisant partie d'une organisation interprofessionnelle est assimilée à la présentation par une organisation interprofessionnelle.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 63 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, lorsque le nombre de délégués du personnel au sein d'un comité pour la prévention et la protection au travail est descendu en deçà de la moitié du nombre de délégués du personnel que connaissait cet organe lors de son installation et qu'en outre la délégation du personnel ne compte plus de délégués présentés par une organisation interprofessionnelle de travailleurs alors que des candidats présentés par cette organisation avaient été élus lors des dernières élections, il peut être pourvu au remplacement du dernier délégué du personnel présenté par cette organisation en dérogeant aux règles fixées par l'article 62 de la loi du 4 août 1996. L'organisation interprofessionnelle peut désigner un remplaçant parmi les membres effectifs ou suppléants du conseil d'entreprise. En l'absence de conseil ou si le conseil ne compte plus de membres effectifs ou suppléants présentés par cette organisation, celle-ci peut désigner un membre de la délégation syndicale ou un candidat-délégué du personnel non élu. Pour l'application du présent paragraphe, la présentation d'un candidat par une organisation affiliée ou faisant partie d'une organisation interprofessionnelle est assimilée à la présentation par une organisation interprofessionnelle.

§ 3. Les membres désignés en vertu des §§ 1^{er} et 2 bénéficient du même statut et de la même protection que les autres membres des conseils et des comités.

Art. 4. Les dispositions des conventions collectives de travail relatives aux droits des délégués du personnel dans le cadre de l'exercice de leur mandat au sein des conseils et des comités sont prolongées, à défaut de convention contraire, jusqu'à la date d'installation des nouveaux organes. Les délégués du personnel bénéficient des droits qui leur sont conférés en proportion de la période de prorogation des mandats, telle que prévue à l'article 2.

Art. 5. Lorsque le renouvellement d'une délégation syndicale est lié aux élections pour le renouvellement des délégués des travailleurs au sein des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail, le mandat de cette délégation syndicale, ainsi que le droit des délégués dans le cadre de l'exercice de leur mandat, sont prolongés, à défaut de convention contraire, jusqu'à la date de l'installation des nouveaux membres des conseils et des comités à la suite des prochaines élections sociales et ceci en proportion de la durée de la prolongation des mandats.

De periode van bescherming, waarvan de personeelsafgevaardigden als bedoeld in het eerste lid genieten krachtens de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden, wordt verlengd met een periode gelijk aan de duur van de verlenging van de mandaten.

Art. 3. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 21, § 4, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, kan er, wanneer het aantal personeelsafgevaardigden in een ondernemingsraad gedaald is onder de helft van het aantal personeelsafgevaardigden dat dit orgaan telde bij zijn installatie en de personeelsafvaardiging bovendien geen afgevaardigden meer telt die voorgedragen zijn door een interprofessionele werknemersorganisatie, terwijl er kandidaten, voorgedragen door deze organisatie, verkozen waren bij de vorige verkiezingen, voorzien worden in de vervanging van de laatste personeelsafgevaardigde, voorgedragen door deze organisatie, in afwijking van de regels bepaald in artikel 21 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven. De interprofessionele organisatie kan een vervanger aanwijzen tussen de gewone of plaatsvervangende leden van het comité voor preventie en bescherming op het werk. Bij ontstentenis van een comité of indien het comité geen gewone of plaatsvervangende leden, voorgedragen door deze organisatie meer telt, kan deze een lid van de vakbondsafvaardiging of een niet-verkozen kandidaat-personeelsafgevaardigde, voorgedragen door de interprofessionele organisatie, aanwijzen. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de voordracht van een kandidaat door een aangesloten organisatie of door een organisatie die deel uitmaakt van een interprofessionele organisatie, gelijkgesteld met de voordracht door een interprofessionele organisatie.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 63 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, kan er, wanneer het aantal personeelsafgevaardigden in een comité voor preventie en bescherming op het werk gedaald is onder de helft van het aantal personeelsafgevaardigden dat dit orgaan telde bij zijn installatie en de personeelsafvaardiging bovendien geen afgevaardigden meer telt die voorgedragen zijn door een interprofessionele werknemersorganisatie, terwijl er kandidaten, voorgedragen door deze organisatie, verkozen waren bij de vorige verkiezingen, voorzien worden in de vervanging van de laatste personeelsafgevaardigde, voorgedragen door deze organisatie, in afwijking van de regels bepaald in artikel 62 van de wet van 4 augustus 1996. De interprofessionele organisatie kan een vervanger aanwijzen tussen de gewone of plaatsvervangende leden van de ondernemingsraad. Bij ontstentenis van een raad of indien de raad geen gewone of plaatsvervangende leden, voorgedragen door deze organisatie, meer telt, kan deze een lid van de vakbondsafvaardiging of een niet-verkozen kandidaat-personeelsafgevaardigde, aanwijzen. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de voordracht van een kandidaat door een aangesloten organisatie of door een organisatie die deel uitmaakt van een interprofessionele organisatie, gelijkgesteld met de voordracht door een interprofessionele organisatie.

§ 3. De krachtens de §§ 1 en 2 aangewezen leden genieten hetzelfde statuut en dezelfde bescherming als de andere leden van de raden en de comités.

Art. 4. De bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de rechten van de personeelsafgevaardigden in het kader van de uitoefening van hun mandaat in de raden en de comités, worden, bij ontstentenis van een andersluidende overeenkomst, verlengd tot de datum van de installatie van de nieuwe organen. De personeelsafgevaardigden genieten van de rechten die hun zijn toegekend in verhouding tot de periode van verlenging van de mandaten zoals bepaald in artikel 2.

Art. 5. Wanneer de vernieuwing van een vakbondsafvaardiging verbonden is aan verkiezingen voor de vernieuwing van de werknemersafgevaardigden in de ondernemingsraden en de comités voor preventie en bescherming op het werk, worden het mandaat van deze vakbondsafvaardiging, alsook het recht van de afgevaardigden in het kader van de uitoefening van hun mandaat, verlengd, bij ontstentenis van een andersluidende overeenkomst, tot de datum van de installatie van de nieuwe leden van de raden en de comités naar aanleiding van de eerstkomende sociale verkiezingen en dit in verhouding tot de duur van de verlenging van de mandaten.

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail*

Section 1re. — Modifications de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie

Art. 6. A l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 28 janvier 1963, par l'arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978 et par les lois des 22 janvier 1985 et 29 juillet 1986 et modifié par la loi du 30 mars 1994, le 2° est complété comme suit :

« le Roi peut, dans les cas qu'il détermine, assimiler à des travailleurs certaines catégories de personnes qui, sans être liées par un contrat de travail ou un contrat d'apprentissage, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne; »;

2° au § 2, inséré par l'arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978 et modifié par la loi du 7 juillet 1994, le *b)* est remplacé par la disposition suivante :

« *b)* plusieurs entités juridiques sont présumées, jusqu'à la preuve du contraire, former une unité technique d'exploitation s'il peut être apporté la preuve :

(1) que, soit ces entités juridiques font partie d'un même groupe économique ou sont administrées par une même personne ou par des personnes ayant un lien économique entre elles, soit ces entités juridiques ont une même activité ou que leurs activités sont liées entre elles;

(2) et qu'il existe certains éléments indiquant une cohésion sociale entre ces entités juridiques, comme, notamment une communauté humaine rassemblée dans les mêmes bâtiments ou des bâtiments proches, un gestion commune du personnel, une politique commune du personnel, un règlement de travail ou des conventions collectives de travail communes ou comportant des dispositions similaires.

Lorsque sont apportées la preuve d'une des conditions visées au (1) et la preuve de certains des éléments visés au (2), les entités juridiques concernées seront considérées comme formant une seule unité technique d'exploitation sauf si le ou les employeurs apportent la preuve que la gestion et la politique du personnel ne font pas apparaître des critères sociaux caractérisant l'existence d'une unité technique d'exploitation au sens de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1°.

Cette présomption ne peut pas porter préjudice à la continuité, au fonctionnement et au champ de compétence des organes existants. »;

3° le § 4, inséré par la loi du 2 janvier 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. En vue de la fixation du nombre de travailleurs, visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et au § 2, *a*, alinéa 1^{er}, le Roi peut exclure certaines catégories de travailleurs qui remplacent temporairement des travailleurs de l'entreprise. »;

4° il est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Le calcul du nombre de travailleurs occupés habituellement en moyenne, visé aux §§ 1^{er} et 2, s'effectue sur une période de référence déterminée par le Roi; en cas de transfert conventionnel d'entreprise, au sens de l'article 21, § 10, pendant cette période de référence, il n'est tenu compte que de la partie de la période de référence après le transfert conventionnel. ».

Art. 7. Dans l'article 15, *j*, de la même loi, les mots « comités de sécurité et d'hygiène, institués par l'arrêté du Régent du 3 décembre 1946 et par l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947; » sont remplacés par les mots « comités pour la prévention et la protection au travail, institués en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail; ».

Art. 8. L'article 16, *b)*, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 7 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseiller en prévention qui fait partie du personnel de l'entreprise dans laquelle il exerce sa fonction ne peut être ni délégué de l'employeur, ni délégué du personnel. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven

Art. 6. In artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 28 januari 1963, bij het koninklijk besluit nr. 4 van 11 oktober 1978 en bij de wetten van 22 januari 1985 en 29 juli 1986 en gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, wordt het 2° als volgt aangevuld :

« de Koning kan, in de gevallen die Hij bepaalt, bepaalde categorieën van personen die, zonder verbonden te zijn door een arbeids- of een leerovereenkomst, arbeidsprestaties leveren onder het gezag van een andere persoon, met werknemers gelijkstellen; »;

2° in § 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 11 oktober 1978 en gewijzigd bij de wet van 7 juli 1994, wordt het *b)* vervangen door de volgende bepaling :

« *b)* meerdere juridische entiteiten worden vermoed, tot het tegendeel wordt bewezen, een technische bedrijfseenheid te vormen, indien het bewijs kan worden geleverd :

(1) dat ofwel deze juridische entiteiten deel uitmaken van eenzelfde economische groep of beheerd worden door eenzelfde persoon of door personen die onderling een economische band hebben, ofwel deze juridische entiteiten éénzelfde activiteit hebben of activiteiten die op elkaar afgestemd zijn;

(2) en dat er elementen bestaan die wijzen op een sociale samenhang tussen deze juridische entiteiten, zoals met name een gemeenschap van mensen verzameld in dezelfde gebouwen of in nabije gebouwen, een gemeenschappelijk personeelsbeheer, een gemeenschappelijk personeelsbeleid, een arbeidsreglement of collectieve arbeidsovereenkomsten die gemeenschappelijk zijn of die gelijkaardige bepalingen bevatten.

Wanneer het bewijs wordt geleverd van één van de voorwaarden bedoeld in (1) en het bewijs van bepaalde elementen bedoeld in (2), zullen de betrokken juridische entiteiten beschouwd worden als vormend een enkele technische bedrijfseenheid behalve indien de werkgever(s) het bewijs levert(en) dat het personeelsbeheer en -beleid geen sociale criteria aan het licht brengen, kenmerkend voor het bestaan van een technische bedrijfseenheid in de zin van artikel 14, § 1, tweede lid, 1°.

Dat vermoeden mag geen weerslag hebben op de continuïteit, de werking en de bevoegdheidssfeer van de nu bestaande organen. »;

3° § 4, ingevoegd bij de wet van 2 januari 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Om het aantal werknemers, bedoeld in § 1, eerste lid, en in § 2, *a)*, eerste lid, vast te stellen, kan de Koning bepaalde categorieën van werknemers, die tijdelijk werknemers van de onderneming vervangen, uitsluiten. »;

4° een § 6 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De berekening van het gemiddeld aantal gewoonlijk tewerkgestelde werknemers, bedoeld in de §§ 1 en 2, wordt uitgevoerd op basis van een door de Koning vastgestelde referentieperiode; in geval van overgang van onderneming krachtens overeenkomst in de zin van artikel 21, § 10, tijdens deze referentieperiode, wordt er enkel rekening gehouden met het deel van de referentieperiode na de overgang krachtens overeenkomst. ».

Art. 7. In artikel 15, *j*, van dezelfde wet, worden de woorden « comités voor veiligheid en gezondheid, opgericht bij besluit van de Regent van 3 december 1946 en bij besluit van de Regent van 25 september 1947; » vervangen door de woorden « comités voor preventie en bescherming op het werk, opgericht krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk; ».

Art. 8. Artikel 16, *b)*, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 7 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De preventieadviseur die deel uitmaakt van het personeel van de onderneming waar hij zijn functie uitoefent kan noch werkgevers-, noch personeelsafgevaardigde zijn. ».

Art. 9. A l'article 18 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes:

1° l'alinéa 4, inséré par la loi du 22 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les entreprises occupant moins de 100 travailleurs, il n'y a pas lieu de procéder à l'élection des membres du conseil d'entreprise, alors que son renouvellement est requis. Leur mandat est exercé par les délégués du personnel élus au comité pour la prévention et la protection au travail. Cette règle s'applique également aux entreprises qui doivent renouveler un conseil maintenu en tout ou en partie en vertu de l'article 21, § 10. »;

2° l'alinéa 5, inséré par la loi du 30 mars 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Jusqu'aux prochaines élections suivant la reprise de l'actif d'une entreprise en faillite ou faisant l'objet d'un concordat judiciaire, le mandat est également exercé par les membres du comité pour la prévention et la protection au travail dans le cas où pareil comité est maintenu conformément à l'article 76 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. »

Art. 10. Dans l'article 19, 2°, de la même loi, les mots « ni être travailleurs à domicile » sont supprimés.

Art. 11. L'article 20ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 22 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante:

« Les délégués du personnel sont élus sur des listes de candidats présentés par les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs au sens de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 4°, a) ».

Art. 12. L'article 21, § 11, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 30 mars 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite ou d'une entreprise faisant l'objet d'un concordat judiciaire, le conseil d'entreprise continue à fonctionner, jusqu'aux prochaines élections suivant cette reprise, dans les cas où un comité pour la prévention et la protection au travail est maintenu conformément à l'article 76 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. »

Art. 13. A l'article 22, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, les mots « de la moitié » sont remplacés par les mots « d'un tiers ».

Section 2. — Modifications de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail

Art. 14. Dans l'article 3, § 2, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifiée par la loi du 22 février 1998, les mots « organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs » sont remplacés par les mots « organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ».

Art. 15. A l'article 49 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2, 2°, est complété comme suit :

« le Roi peut, dans les cas qu'il détermine, assimiler à des travailleurs, certaines catégories de personnes qui, sans être liées par un contrat de travail ou un contrat d'apprentissage, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne; »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« En vue de la fixation du nombre de travailleurs, visé à la présente section, le Roi peut exclure certaines catégories de travailleurs qui remplacent temporairement des travailleurs de l'entreprise. »

Art. 16. L'article 50, § 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Plusieurs entités juridiques sont présumées, jusqu'à la preuve du contraire, former une unité technique d'exploitation s'il peut être apporté la preuve :

(1) que, soit ces entités juridiques font partie d'un même groupe économique ou sont administrées par une même personne ou par des personnes ayant un lien économique entre elles,

soit ces entités juridiques ont une même activité ou que leurs activités sont liées entre elles;

(2) et qu'il existe certains éléments indiquant une cohésion sociale entre ces entités juridiques, comme, notamment une communauté humaine rassemblée dans les mêmes bâtiments ou des bâtiments

Art. 9. In artikel 18 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid, ingevoegd door de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In de ondernemingen die minder dan 100 werknemers tewerkstellen, moeten de leden van de ondernemingsraad niet worden verkozen alhoewel de vernieuwing ervan vereist is. Hun mandaat wordt uitgeoefend door de afgevaardigden van het personeel verkozen voor het comité voor preventie en bescherming op het werk. Deze regel is eveneens van toepassing op de ondernemingen die een raad moeten vernieuwen die geheel of gedeeltelijk behouden is krachtens artikel 21, § 10. »;

2° het vijfde lid, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Tot aan de eerstkomende verkiezingen na de overname van activa van een failliete onderneming of van een onderneming die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord, wordt het mandaat eveneens uitgeoefend door de leden van het comité voor preventie en bescherming op het werk, in de gevallen waarin een dergelijk comité behouden blijft overeenkomstig artikel 76 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. ».

Art. 10. In artikel 19, 2°, van dezelfde wet worden de woorden « noch huisarbeiders zijn » geschrapt.

Art. 11. Artikel 20ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De afgevaardigden van het personeel worden verkozen op door de interprofessionele representatieve werknemersorganisaties in de zin van artikel 14, § 1, tweede lid, 4°, a), voorgedragen kandidatenlijsten. ».

Art. 12. Artikel 21, § 11, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In geval van overname van activa van een failliete onderneming of van een onderneming die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord blijft tot aan de eerstkomende verkiezingen na die overname, de ondernemingsraad fungeren in de gevallen waarin een comité voor preventie en bescherming op het werk behouden blijft overeenkomstig artikel 76 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. ».

Art. 13. In artikel 22, § 1, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « de helft » vervangen door de woorden « een derde ».

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk

Art. 14. In artikel 3, § 2, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, worden de woorden « meest representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties » vervangen door de woorden « representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties ».

Art. 15. In artikel 49 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid, 2°, wordt aangevuld als volgt :

« de Koning kan in de gevallen die Hij bepaalt, bepaalde categorieën van personen die, zonder verbonden te zijn door een arbeids- of een leerovereenkomst, arbeidsprestaties leveren onder het gezag van een andere persoon, met werknemers gelijkstellen; »;

2° het vierde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Om het aantal werknemers, bedoeld in deze afdeling, vast te stellen, kan de Koning bepaalde categorieën van werknemers die tijdelijk werknemers van de onderneming vervangen, uitsluiten. ».

Art. 16. Artikel 50, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Meerdere juridische entiteiten worden vermoed, tot het tegendeel wordt bewezen, een technische bedrijfseenheid te vormen, indien het bewijs kan worden geleverd:

(1) dat ofwel deze juridische entiteiten deel uitmaken van eenzelfde economische groep of beheerd worden door eenzelfde persoon of door personen die onderling een economische band hebben,

ofwel dat deze juridische entiteiten éénzelfde activiteit hebben of activiteiten die op elkaar afgestemd zijn;

(2) en dat er elementen bestaan die wijzen op een sociale samenhang tussen deze juridische entiteiten, zoals met name een gemeenschap van mensen verzameld in dezelfde gebouwen of in nabije gebouwen, een

proches, une gestion commune du personnel, une politique commune du personnel, un règlement de travail ou des conventions collectives de travail communes ou comportant des dispositions similaires.

Lorsque sont apportées la preuve d'une des conditions visées au (1) et la preuve de certains des éléments visés au (2), les entités juridiques concernées seront considérées comme formant une seule unité technique d'exploitation sauf si le ou les employeurs apportent la preuve que la gestion et la politique du personnel ne font pas apparaître des critères sociaux caractérisant l'existence d'une unité technique d'exploitation au sens de l'article 49.

Cette présomption ne peut pas porter préjudice à la continuité, au fonctionnement et au champ de compétence des organes existants. »

Art. 17. Un article 51bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 51bis. Le calcul du nombre de travailleurs occupés habituellement en moyenne, visé aux articles 49, 50 et 51, s'effectue sur une période de référence déterminée par le Roi; en cas de transfert conventionnel d'entreprise, au sens de la section 6 du présent chapitre, pendant cette période de référence, il n'est tenu compte que de la partie de la période de référence après le transfert conventionnel. »

Art. 18. L'article 57 de la même loi, modifié par la loi du 13 février 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 57. Le conseiller en prévention qui fait partie du personnel de l'entreprise dans laquelle il exerce sa fonction ne peut être ni délégué de l'employeur, ni délégué du personnel. »

Art. 19. L'article 58, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Les délégués effectifs et suppléants sont élus au scrutin secret sur des listes de candidats présentées par les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs visées à l'article 3, § 2, 1^{er}, dont chacune ne peut comporter plus de candidats qu'il n'y a de mandats effectifs et suppléants à conférer. »

Art. 20. Dans l'article 59, § 1^{er}, 2^o, de la même loi, les mots « ni être travailleurs à domicile » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 21. L'article 3 entre en vigueur le 1^{er} mai 1999 et peut s'appliquer jusqu'au jour de l'installation des nouveaux membres des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail, à la suite des prochaines élections sociales.

Art. 22. Les dispositions des articles 2, 4 et 5 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1856/1. — Amendements, n° 1 856/2. — Rapport, n° 1856/3. — Texte adopté par la commission, n° 1856/4.

Annales de la Chambre. — Discussion et adoption. Séances des 27 et 28 janvier 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1247/1. — Rapport, n° 11247/2.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séances des 10 et 11 février 1999.

gemeenschappelijk personeelsbeheer, een gemeenschappelijk personeelsbeleid, een arbeidsreglement of collectieve arbeidsovereenkomsten die gemeenschappelijk zijn of die gelijkaardige bepalingen bevatten.

Wanneer het bewijs wordt geleverd van één van de voorwaarden bedoeld in (1) en het bewijs van bepaalde elementen bedoeld in (2), zullen de betrokken juridische entiteiten beschouwd worden als vormend een enkele technische bedrijfseenheid behalve indien de werkgever(s) het bewijs levert(en) dat het personeelsbeheer en -beleid geen sociale criteria aan het licht brengen, kenmerkend voor het bestaan van een technische bedrijfseenheid in de zin van artikel 49.

Dat vermoeden mag geen weerslag hebben op de continuïteit, de werking en de bevoegdheidssfeer van de nu bestaande organen. »

Art. 17. Een artikel 51bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 51bis. De berekening van het gemiddeld aantal gewoonlijk tewerkgestelde werknemers, bedoeld in de artikelen 49, 50 en 51, wordt uitgevoerd op basis van een door de Koning vastgestelde referentieperiode; in geval van overgang van onderneming krachtens overeenkomst, in de zin van afdeling 6 van dit hoofdstuk, tijdens deze referentieperiode, wordt er enkel rekening gehouden met het deel van de referentieperiode na de overgang krachtens overeenkomst. »

Art. 18. Artikel 57 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 februari 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 57. De preventieadviseur die deel uitmaakt van het personeel van de onderneming waar hij zijn functie uitoefent kan noch werkgevers-, noch personeelsafgevaardigde zijn. »

Art. 19. Artikel 58, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De gewone en plaatsvervangende afgevaardigden worden bij geheime stemming verkozen op door de interprofessionele representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 3, § 2, 1^o, voorgedragen kandidatenlijsten waarvan elke lijst niet meer kandidaten mag bevatten dan er gewone en plaatsvervangende mandaten te begeven zijn. »

Art. 20. In artikel 59, § 1, 2^o, van dezelfde wet, worden de woorden « noch huisarbeiders zijn » geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

Art. 21. Artikel 3 treedt in werking op 1 mei 1999 en kan worden toegepast tot de dag van de installatie van de nieuwe leden van de ondernemingsraden en de comités voor veiligheid en preventie op het werk, naar aanleiding van de eerstkomende sociale verkiezingen.

Art. 22. De bepalingen van de artikelen 2, 4 en 5 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houden op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—
Nota

(1) Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Wetsontwerp, nr. 1856/1. — Amendementen, nr. 1856/2. — Verslag, nr.1856/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1856/4.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 januari 1999.

Senaat.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1247/1. — Verslag, nr. 1-1247/2.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 10 en 11 februari 1999.